

Pourquoi les Winye ont-ils cessé de cultiver leurs champs permanents en 1986 ? (Burkina Faso)

Jean-Pierre Jacob *

Les Winye font partie des populations qui vivent dans la zone sud-soudanaïenne. Leur territoire s'étend à mi-chemin entre les régions occidentale et centrale du Burkina Faso, entre les 11° et 12° de latitude N et les 2° 30' et 3° 30' de longitude W, sur la rive droite de la Volta noire (Mouhoun). Les Winye sont au nombre de 20 000 environ, répartis dans dix-huit agglomérations, dont Boromo, à mi-chemin sur la route nationale qui relie Bobo-Dioulasso à Ouagadougou, est la plus connue. Ce sont essentiellement des agriculteurs qui cultivent pendant la saison humide des cultures vivrières (mil, maïs, riz, arachide, haricot) et, depuis les années quatre-vingt, une culture de rente en extension constante, le coton. Les Winye sont patrilinéaires et patrilocaux, avec une forte tendance à la matrilocalité¹. Ils font partie linguistiquement du groupe gurunsi, avec les Lela, les Kasena, les Nuna, les Sissala et les Pougouli, l'origine de leur langue étant expliquée par les Winye comme la résultante des interactions langagières entre un mari pougouli et sa femme sissala. Ils se sont installés relativement récemment dans leur zone actuelle d'implantation (fin XVIII^e siècle) et indiquent pratiquement toute la région de Zawara en pays nuna, sur la rive gauche de la Volta noire (au sud-est de leur zone actuelle d'accueil), comme constituant leur « lieu de départ ».

En 1983, lorsque je commence mes recherches au Sud du pays winye, dans le village d'O., les champs de village (appelés localement *kātogo*) sont systématiquement cultivés en maïs et en gros mil rouge et ils forment une auréole de cultures si dense qu'à la période de maturité des épis, un voyageur non informé pourrait passer à quelques centaines de mètres du village sans le voir.

En 1990, les *kātogo* ont été pour la plupart abandonnés. Les chercheurs confrontés à ce type de phénomène dans des sociétés voisines ont plutôt privilégié jusqu'ici les approches par les changements dans le système productif (introduction du coton notamment et augmentation du nombre des animaux de trait) pour tenter de comprendre ces abandons. Il est certain que ces explications sont à retenir, même s'il reste beaucoup à faire pour comprendre les effets d'entraînement de la

* Anthropologue, IUED, Genève. Ce texte a été élaboré grâce aux précieuses suggestions apportées par Philippe Lavigne Delville, Issouf Yao, Yves Delisle et les lecteurs anonymes d'*Autrepart*.

1 32% des 110 exploitations que compte le village d'O. sont dirigées par des neveux utérins (réels ou classificatoires) du lignage dominant.

culture du coton sur les cultures vivrières et la dynamique des systèmes productifs dans la durée. Sans rejeter ces hypothèses, j'aimerais pour ma part contribuer à la recherche sur la disparition des champs de village en m'intéressant à la manière dont cette disparition est interprétée par les différents groupes sociaux présents au village (les vieux, les aînés et les cadets), leurs arguments permettant de recouper partiellement les analyses déjà proposées, mais posant également quelques questions originales, notamment sur le rôle des institutions locales, que je vais tenter d'approfondir dans les pages qui suivent.

Les champs de village à O., leur régime foncier, leur abandon actuel

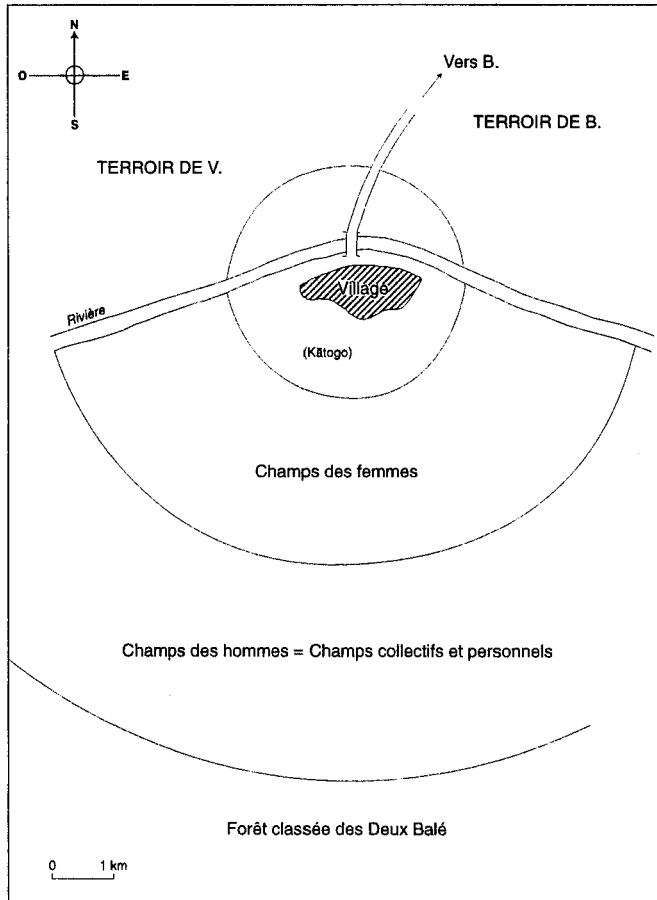
La culture des champs proches du village est attestée dans tout l'Ouest africain et plus particulièrement, pour le Burkina Faso, chez les Lela [Barral, 1968], les Lobi et les Mossi [Savonnet, 1979], les Bwa [Savonnet, 1986; Capron, 1973] et les Winye [Jacob, 1988]. Dans la littérature, ils sont souvent désignés comme champs permanents, appartenant au terroir de village par opposition aux champs temporaires, ouverts en brousse et abandonnés à la jachère aux premiers signes d'épuisement du sol. De fait, comme le note H. Barral [1968], il peut arriver que ceux-là soient mis en jachère pendant un ou deux ans, mais il s'agit alors d'une jachère « fortuite et occasionnelle » qui ne s'intègre dans aucun cycle régulier. Chez les Bwa [Savonnet, 1979, 1986], les champs permanents sont généralement cultivés sous couvert d'un parc à *Acacia albida*.

Le terroir d'O. est conforme à cette répartition en deux zones distinctes. Il comporte une auréole de culture entourant l'ensemble de l'agglomération villageoise, puis une zone de champs de brousse et de jachères s'étendant vers le Sud, les habitants étant limités dans les autres directions par les terroirs de villages voisins (*fig. 1*).

Le village d'O., établi à la fin du XVIII^e siècle par un couple de jumeaux mâles, à l'origine des deux lignées du lignage dominant actuel, a été déserté après 1850 sous la pression des razzieurs d'esclaves (Marka, Zarma) avant d'être réinvesti au moment de la colonisation (1897) et du rétablissement de la paix. À son retour de migration, au début du XX^e siècle, le fondateur du village – ou, selon une version différente, son fils aîné – a procédé à la distribution des *kātogo*², qui ont été répartis entre ses différents frères (réels et classificatoires) et fils adultes présents. La répartition s'est faite en priorité dans l'aire la plus riche, située au bord d'une rivière non pérenne alimentant plusieurs marigots et formant la limite nord de l'agglomération. La terre y est profonde, humide, fumée constamment par l'épandage des ordures ménagères et le fumier des chèvres, moutons et bovins et enrichie, en saison des pluies, des éléments fertilisants apportés depuis le village par les eaux de ruissellement. Immédiatement à l'ouest de cette zone, le fondateur a attribué un vaste espace réservé au *imu*, le chef traditionnel winye. La lignée à laquelle il appartient y cultive traditionnellement le gros mil rouge destiné à la production de la bière de mil cérémonielle. Les autres lignages winye – des familles de neveux

2 Les champs de case sont au départ strictement destinés aux membres du lignage dominant, le mot même de *kātogo* évoquant la noblesse, le pouvoir *kāda*.

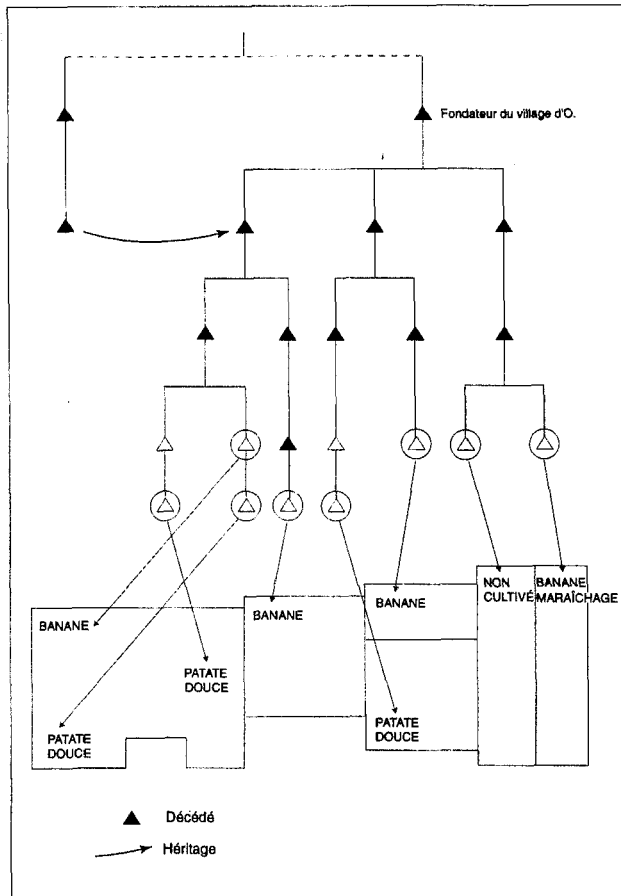
Figure 1 – Organisation schématique du terroir d'O.



utérins des propriétaires du village – installés dans la communauté se sont vu attribuer des *kātogo* aux alentours de leur concession, dans des zones plus élevées et moins riches, au sud du village, au fur et à mesure de leur arrivée au village.

Le village d'O., situé en lisière d'une forêt classée, ayant été menacé par les attaques d'animaux sauvages (lions, léopards, hyènes et éléphants) et les sociétés secrètes³ jusque dans les années cinquante, l'habitat y est de type défensif, compact, sans solution de continuité entre les maisons, sauf pour quelques ruelles et cours intérieures. Les *kātogo* les plus prisés, situés au long de la rivière, ne pouvaient donc pas être répartis et gérés comme le sont leurs équivalents chez les Lobi [Savonnet, 1979], les Lela [Barral, 1968] ou même dans les villages winye moins

3 Sociétés d'hommes-lions dont l'administration coloniale donne différents témoignages [Jacob, 1998].

Figure 2 – Appropriation de quelques parcelles de *kātogo* en fonction du rang généalogique

menacés, où un chef d'exploitation jouit du droit de mise en culture permanente du domaine foncier entourant immédiatement sa concession. À O., très peu de chefs de famille ont leur *kātogo* à proximité de leur habitation. Toutefois, dans la mesure où les champs sont situés à proximité du village, ils sont relativement sûrs et peuvent être cultivés sans protection armée – contrairement aux champs de brousse –, pour des céréales d'abord destinées à assurer la soudure.

Dans le village, les champs permanents sont considérés comme des ressources collectives, dont la production sert à l'alimentation de l'unité d'exploitation élargie, au moment de la soudure, c'est-à-dire à une époque où les champs de brousse n'ont pas encore été récoltés. Bien qu'après la mort du fondateur, chaque fils et fils de frère ait constitué sa propre unité d'exploitation (*jawu*, plur. *jawini*), les *kātogo* ont été hérités en ligne collatérale et en primogéniture (fig. 2) – comme le sont traditionnellement le troupeau et les grands champs de brousse –, sans qu'on

touche à leur caractère de bien indivis, les cadets, ayant ou non fondé leur exploitation, continuant de travailler, pour leur culture, avec leur aîné et recevant en contrepartie une part des produits récoltés. Jean Capron évoque des procédures similaires pour le domaine villageois des « maisons », les anciennes unités élargies de production agricole des Bwa :

« Aujourd'hui encore, malgré l'émiettement des exploitations agricoles, les droits d'usage sont exercés collectivement; chaque année, les travailleurs de la maison se réunissent pour cultiver en commun un champ de sorgho rouge et de maïs; la récolte de sorgho rouge, indivise, est utilisée lors de la célébration des rituels religieux – familiaux ou villageois. Hormis le tabac, pour la culture duquel le chef de maison délimite et distribue chaque année, à l'intérieur du champ commun, des parcelles mises en valeur individuellement, seules les cultures collectives sont autorisées sur le domaine de village de la maison. » [Capron, 1973.]

Pour préserver la production des champs permanents, le gardiennage des animaux (surtout moutons et chèvres) est assuré par les petites filles qui conduisent les troupeaux à bonne distance des cultures, tandis que les jeunes garçons restent dans les champs pour chasser les oiseaux prédateurs attirés par le sorgho rouge. Après les récoltes, les champs deviennent accessibles aux bêtes : de bien collectif d'accès limité, l'espace se transforme en bien collectif d'accès libre, voué au pâturage des animaux de la communauté. L'usage des *kātogo* est donc partagé entre plusieurs types de bénéficiaires, selon le principe des maîtrises spécialisées, « exclusives pour un usage mais incluant structurellement plusieurs usages » [Le Roy, 1995], chaque saison activant un faisceau de relations juridiques spécifiques. La parcelle qui appartient à un seul groupe de descendance patrilinéaire en saison des pluies devient, avec toutes les autres, pâturage commun de saison sèche.

On est donc typiquement devant les contraintes de l'agriculture paysanne en champ ouvert (*open field*) telle qu'elle a été décrite par B. Kervyn dans le contexte andin [1992] :

- agriculture et élevage sont des activités interdépendantes et se succèdent sur les mêmes parcelles,
- l'agriculture est une activité privée, menée ici par des segments de lignage, tandis que le pâturage est communautaire. Les parcelles sont ouvertes aux animaux de tous en saison sèche et, pour éviter les conflits, les semis et les récoltes sur les *kātogo* doivent être synchronisées, de manière à ce que les parcelles soient toutes occupées et libérées en même temps.

Cependant, si l'on exclut les champs de village qui demandent une régulation spécifique, l'éloignement des blocs de culture, le système de conduite des troupeaux et l'homogénéité des systèmes productifs développés à O. permettent d'éviter de rendre les niveaux de production individuels trop interdépendants les uns des autres et minimisent le risque d'externalités négatives. Les zones de frontière (spatiales ou temporelles) où des activités productives pourraient s'exercer en concurrence sont peu nombreuses, ce qui limite le nombre de conflits potentiels et donc les coûts de surveillance.

Cette situation persiste jusqu'en 1985, année pendant laquelle les villageois construisent, avec l'aide du Programme populaire de développement lancé par le Conseil national de la Révolution, un pont-barrage destiné à améliorer les conditions

d'accès au village (liaison Nord/Sud) et à créer une retenue d'eau suffisante pour démarrer des activités de maraîchage de contre-saison. La construction du pont-barrage empiète largement sur la zone des *kātogo* dont certains disparaissent (fig. 1). Dès 1986, la déprise agricole sur les *kātogo* est quasi totale et l'on assiste dans les années qui suivent à plusieurs phénomènes :

- la construction de maisons sur les espaces désaffectés par des ayants droit, jeunes producteurs qui ne supportent plus de vivre dans l'espace communautaire ancien ou par des ressortissants,
- l'abandon pur et simple de l'espace à la divagation des animaux,
- le prêt de terres à des jeunes désireux de produire des cultures de rente sur des surfaces réduites, en fin d'hivernage (patate douce) ou en contre-saison (maraîchage). Ce prêt se fait pour une campagne, il concerne les terres les plus riches (profondes, humides) et leurs propriétaires sont attentifs à ce qu'aucun ouvrage ou plantation d'arbres ne vienne pérenniser les droits des usagers sur l'espace en question. Les champs permanents, lorsqu'ils continuent d'être cultivés, sont réduits à l'envergure de jardins de case et permettent de produire des ressources privées individuelles surtout vendues sur le marché local. Les spéculations sont cependant freinées par les déprédations commises par les ruminants, en l'absence d'un système efficace de clôture, de l'abandon des pratiques de gardiennage (les enfants, auparavant employés comme bergers, vont maintenant à l'école), d'absence de technique sûre en matière de stabulation et de l'inexistence de sanctions effectives pour les propriétaires d'animaux divaguants. Les *kādabiri* (sing. *kādabié*), hommes de main de la chefferie, qu'on trouve dans tous les villages winye et qui sont normalement chargés de la « police » communautaire, sont ici les plus gros propriétaires de bœufs de labour, donc ceux qui sont les moins enclins à appliquer des sanctions. Nous reviendrons sur l'ensemble de ces éléments ci-après.

L'abandon des champs permanents en Afrique de l'Ouest : les interprétations

Le phénomène de désaffectation qui caractérise la culture des champs permanents en Afrique de l'Ouest n'est pas extraordinairement documenté, il faut bien le reconnaître. Les quelques travaux que j'ai pu réunir à ce propos engagent l'analyse dans deux directions complémentaires :

- l'interprétation de la culture des champs permanents comme stratégie anti-aléas dans un contexte historique particulier et leur désaffectation lorsque la conjoncture change,
- l'abandon des champs permanents aux alentours du village comme résultant des évolutions du système productif local : modifications du système d'exploitation ⁴ (baisse de la main-d'œuvre disponible par exploitation), du système de culture (introduction du coton) et du système de production (innovation au niveau des consommations intermédiaires et des biens d'équipement).

Représentante de la première tendance, Latzke Begeman [1985] montre, à propos du Sud-Est-Nigeria, comment la culture des champs permanents a été instaurée

⁴ J'utilise ici la terminologie proposée par R. Badouin [1985, titre II].

pour pallier l'insécurité et aux manques fréquents de nourriture pendant la période de la guerre civile (années soixante), et comment elle a été abandonnée, dès lors que le pays a retrouvé une certaine stabilité politique et économique intérieure. Elle insiste sur le fait que ces champs ne représentent nullement – contrairement aux hypothèses de J. Lagemann [1977] – le stade le plus avancé d'un système agraire perfectionné au cours des décennies et qui irait en intensité décroissante (des champs de village vers la brousse lointaine) mais une réponse ponctuelle à une conjoncture historique défavorable. Il faut noter, dans la même ligne, que G. Savonnet [1979, 1986] fait explicitement dater de la période d'insécurité que traverse le *bwamu* méridional aux XVIII^e et XIX^e siècles à la fois la création de villages fortifiés et la répartition du terroir en champs permanents, cultivés à proximité du village, et champs temporaires, ouverts dans la forêt et cultivés sous la protection de guetteurs postés aux points les plus favorables à la surveillance des environs. L'observation de l'habitat et de la répartition du foncier fait d'ailleurs participer les Winye de cette même organisation, qui aurait survécu plus longtemps chez eux que chez leurs voisins Bwa. Si ceux-là sont plus conservateurs que ceux-ci, leurs villages fortifiés et leurs cultures de champs permanents n'ayant été abandonnés que partiellement et tardivement, c'est surtout parce que le souvenir de l'insécurité y est plus vivace et la culture du coton à grande échelle plus récente. D'une part, les guerres et razzias esclavagistes datent surtout de la fin du XIX^e siècle (Marka conduits par les Karantao, chefs de l'État voisin de Wahabou, Zarma menés par Gazari), alors que le *bwamu* méridional est troublé profondément par de nombreuses incursions armées surtout à la fin du XVIII^e siècle (Peuls du Massina, Dioula de Kong, Bobo-Dioula de Sya). D'autre part, la culture du coton n'est adoptée massivement que dans les années quatre-vingt, alors que, chez les Bwa, elle débute, à grande échelle, dès les années soixante [Savonnet, 1986; Schwartz, 1991].

Bernard Tallet [1984] est un représentant de la seconde tendance. Il lie l'abandon des champs de village dans l'Ouest-Burkina à des modifications des systèmes locaux d'exploitation et de production. Constatant la désaffection des cultures permanentes sous parc à *Acacia albida* au profit des champs de brousse, l'auteur insiste sur l'idée que l'auréole de champs permanents exige des méthodes intensives de travail (fumure, billonnage, plusieurs sarclages) et que ces opérations sont possibles dans le cadre de vastes unités d'exploitation mais deviennent contraignantes avec la diminution – par scission – de ces unités et la réduction actuelle de la main-d'œuvre disponible. Par ailleurs, pour compenser la perte de main-d'œuvre, le système de production devient de plus en plus extensif : les paysans se lancent dans l'exploitation en brousse de vastes surfaces grâce à la culture attelée.

Georges Savonnet [1986] complète les analyses de B. Tallet en liant l'abandon des champs permanents à des modifications dans les systèmes de culture et de production. Pour G. Savonnet, il y a un déplacement en brousse des cultures vivrières, dans le sillage de l'innovation que constitue l'adoption de la culture du coton. Si cette dernière a un tel succès, en pays bwa par exemple, c'est parce qu'elle est liée à la mise au point d'un engrais (combinant azote, phosphate et potasse) qui permet un assolement biennal coton/vivrier, le vivrier bénéficiant des arrière-effets de l'engrais cotonnier [voir également Schwartz, 1987]. On abandonne totalement les champs de village pour consacrer ses efforts à l'immense champ de brousse ouvert

par quartier et cultivé à la charrue, qui fournit à la fois les vivres (surtout maïs) et le numéraire. Par ailleurs, le travail exigeant en brousse ne permet plus l'entretien méticuleux des jardins de case et la confection des claies en paille destinées à les protéger du bétail. Selon Savonnet [1986], seul le Sud du pays bwa, où les champs permanents continuent d'être cultivés en vivrier hâtif et en tabac en arrière-saison, serait épargné par ce mouvement de désaffection.

Débat sur l'abandon des champs permanents : les arguments des Winye

Interrogés à de nombreuses reprises sur les raisons de la désaffection partielle des *kātogo* dans le village d'O., les différents exploitants rejettent les hypothèses sur les changements historiques ou les modifications dans les systèmes de culture, d'exploitation ou de production. Ils font remarquer, à l'appui de leurs arguments, que les villages winye voisins continuent la culture de leurs *kātogo*, alors même qu'ils sont soumis à des changements de même nature. Pour expliquer la désaffection que rencontre actuellement la culture de leurs champs permanents, ils fondent l'essentiel de leurs explications sur une absence d'« engagement social », qui serait typique des seuls villageois d'O. Cette absence d'engagement social est cependant diversement appréciée, selon qu'on interroge les aînés ou les cadets. Les premiers soulignent en effet le manque d'implication des jeunes au sein des unités d'exploitation élargies et les soins de plus en plus exclusifs qu'ils consacrent à leurs champs individuels – notamment de coton – en brousse, tandis que les seconds stigmatisent l'incapacité des vieux à faire preuve d'autorité et à appliquer des sanctions, surtout pour régler les problèmes liés à la divagation du bétail.

Apparemment, les arguments en présence sont analysables selon le modèle théorique *grid/group* développé par Mary Douglas [1982, 1994], qui propose de considérer que l'engagement social des individus dépend à la fois de leur insertion dans un groupe – qui dépend des règles d'entrée mais aussi des bénéfices que le groupe peut fournir à ses membres – et de la force de régulation d'une structure hiérarchique (pouvoir formel) qui s'exerce dans le groupe et en dehors de lui. Les vieux reprochent aux jeunes leur absence d'implication dans la communauté, en l'occurrence ici dans les unités d'exploitation élargies; les jeunes reprochent aux anciens leur incapacité à produire plus longtemps des structures d'encadrement (d'autorité, de surveillance, de sanction) nécessaires à la poursuite des activités des membres de la communauté.

L'approche est donc largement morale ⁵, chaque classe d'âge identifiant l'autre comme étant le maillon faible de l'organisation sociale et la cause du problème, faute de pouvoir admettre que ce sont les cadres paradigmatiques de l'organisation locale qui sont en crise, la défection perçue des différents acteurs par rapport aux *kātogo* n'étant que l'illustration pratique de la rupture de leur agrément sur la prééminence de l'espace communautaire villageois à la fois comme structure hiérarchique d'autorité et de régulation (*grid*) et comme espace prioritaire d'engagement (*group*).

5 À rapprocher de l'analyse de W. van Beek [1993] qui montre le fort subjectivisme des Dogon dans l'évaluation de la dégradation des ressources naturelles et dans l'identification des moyens pour y remédier.

Anthony Giddens [1987] dit que toute coordination d'un système social à travers le temps et l'espace met nécessairement en jeu une combinaison particulière de deux types de ressources, les ressources d'allocation (matières brutes, moyens de production, biens produits) et les ressources d'autorité (coordination des personnes et des activités productives, production et maintien des objectifs, création d'un espace-temps spécifique). Les diverses ressources sont génératrices de pouvoirs, et aucune ne peut apparaître comme l'infrastructure (ou la superstructure) de l'autre. Ensemble, elles constituent la structure de domination d'une société donnée.

Traditionnellement, les aînés de O. maîtrisaient à la fois les ressources d'allocation et les ressources d'autorité, c'est-à-dire possédaient un droit éminent sur les biens produits, régulaient les activités productives, veillaient au respect des objectifs de la communauté (ce que Giddens appelle « l'organisation des chances de vie ») et œuvraient à la reproduction de l'espace-temps social dans lequel ces objectifs étaient satisfaits. Dans les années quatre-vingt, les ressources d'autorité des aînés sont à la fois remises en question et davantage sollicitées. D'une part, en 1983, le Conseil national de la Révolution supprime l'impôt de capitation qui constituait pour les aînés un excellent moyen de pression sur les cadets (le paiement de leur impôt en échange du travail sur les champs collectifs). D'autre part, le village fait face à une hausse considérable des coûts de surveillance sur les *kātogo* du fait du bouleversement du système de culture local. On l'a dit, tant que les choix productifs sur les *kātogo* sont homogènes et destinés à résoudre des problèmes de soudure ou à fournir l'ingrédient de base pour le brassage de la bière de mil, les effets de composition des comportements des producteurs n'entraînent aucune externalité négative, les droits des éleveurs sont respectés et les coûts de surveillance restent faibles puisqu'on se borne à réguler les interdépendances dans le cadre des usages successifs des champs de village. Les effets de la culture du coton entraînent une différenciation des choix d'investissement sur les *kātogo*. La plupart sont abandonnés au profit des champs de brousse sur lesquels sont à présent résolus les problèmes de soudure : le maïs hâtif est de plus en plus cultivé sur les soles cotonnières pour bénéficier des arrière-effets des engrais [voir sur le sujet Schwartz, 1987; Savonnet, 1986] ⁶. Cependant, quelques-uns de ces *kātogo*, situés dans une zone hydrologique et pédologique favorable, sont reconvertis au maraîchage. L'espace des champs de village est « mité » par l'apparition de parcelles cultivées individuellement, ces parcelles – plus leur environnement immédiat – étant en quelque sorte aliénées pendant une bonne partie de la saison sèche. Les maraîchers multiplient le nombre des frontières, donc les risques de conflits avec les éleveurs continuant à user de leurs droits de vaine pâture et augmentent ainsi les coûts de surveillance.

La remise en culture partielle des champs permanents

Comme le montrent A. Schwartz [1991] ou A. Gnägi [1994], la culture du coton est d'autant plus rentable que l'exploitation compte un nombre élevé de bras valides, la spéculation s'avérant très exigeante en travail et en équipement. Les

⁶ Le maïs hâtif permet une diminution de la quantité de travail investie par les hommes pour la production (diminution du nombre des sarclages, en comparaison notamment avec le mil) mais augmente le temps de préparation culinaire des femmes. Le sorgho rouge a été quant à lui complètement abandonné.

individus appartenant à des exploitations très peu dotées (des cadets mais aussi quelques aînés ⁷), après avoir tenté sans grand succès l'expérience cotonnière – adoptée massivement dans les années quatre-vingt –, vont donc s'efforcer de trouver avec les productions maraîchère et fruitière (la banane notamment pour quelques aînés propriétaires de terres) une alternative économique viable. Les jeunes ont pourtant d'énormes difficultés à faire soutenir par la communauté leur effort récent de remise en culture des *kātogo*. Ils rencontrent notamment les résistances d'un groupe social particulier, composé d'une dizaine de chefs d'exploitation très investis dans la culture du coton parce qu'ils disposent d'une large force de travail, de charrues et de bœufs d'attelage.

Ce groupe est composé d'individus qui sont à la fois les *kādabiri* – la « police » communautaire winye déjà évoquée – et les responsables du bureau du Groupement villageois (GV), « sous-produit », comme le dit M. de Sahb [1989], de la filière coton. Il faut noter que cette confusion des pouvoirs n'est pas le résultat d'une stratégie particulière de leur part. Elle s'est opérée à la demande expresse du conseil des anciens (*jahema*) entourant le *inu* qui nomme les *kādabiri* et a insisté pour que ce soient les mêmes personnes qui prennent la tête du Groupement villageois créé en 1975. Dans l'esprit des anciens, le GV n'est qu'une manière de prolonger le rôle de bras séculier du pouvoir traditionnel joué par les *kādabiri*, en la complétant par l'accès à des ressources monétaires accrues (les ristournes du coton), utiles pour équiper le village en biens sociaux mais surtout pour lui permettre de faire face à ses obligations rituelles : par exemple, la fourniture de bœufs destinés à des sacrifices pour le bien de la communauté. On sait que c'est traditionnellement le rôle des *kādabiri* que de procurer aux vieux – généralement par ponction sur les villageois ou par saisie d'animaux errants ⁸ – les victimes fournissant la matière des sacrifices sanglants exigés par les différents cultes collectifs.

À O., les *kādabiri* sont les plus gros propriétaires de bœufs de labour. Or les Winye, à la différence de leurs voisins Bwa, maîtrisent mal le système de stabulation entravée et préfèrent encourager la divagation comme solution à l'alimentation des bêtes et comme moyen de lutte épidémiologique. En outre, les enfants ne peuvent plus jouer leur rôle de gardiennage car ils vont pour la plupart à l'école. On évolue ainsi vers une situation de conflit entre les *kādabiri* qui font pression pour que les champs de village restent dévolus à la vaine pâture en saison sèche et les producteurs maraîchers qui veulent une exclusion des animaux sur les terres des *kātogo* qu'ils utilisent.

Le conflit d'intérêts entre jeunes maraîchers et *kādabiri* peut être illustré par une anecdote récente. Pendant la saison sèche 1994, le bœuf d'un *kādabié* ravagea les cultures maraîchères d'un jeune. Celui-ci menaçait de tuer l'animal lorsque le *kādabié* survint et prit vivement à partie le jeune, minimisant l'incident en arguant que la valeur de la production maraîchère endommagée ne pouvait pas se comparer à celle de son bœuf et que le jeune ferait mieux de se calmer. La stratégie du

7 À O., sur 110 exploitations, 36 (soit environ 35%) sont composées d'un adulte mâle, vieux sans enfants ou jeune avec des enfants en bas âge.

8 Sur ce thème de l'animal sans propriétaire comme victime privilégiée des sacrifices, voir F. Héritier [1975 : 487], J. Goody [1956 : 93], M. Fortes [1961 : 258-259], M. Namir [1990 : 63].

kādabié – et on imagine qu'elle rencontre l'approbation de ses pairs au village – consiste à montrer qu'on est en présence d'activités économiques incommensurables parce qu'à valeurs sociales inégales. Après tout, le coton bénéficie à tous, notamment à travers l'usage des ristournes [Jacob, 1994], et il est compréhensible dans cette perspective qu'une ressource commune comme les champs permanents puisse être utilisée pour résorber un des effets pervers de son adoption (l'augmentation du nombre des bêtes de trait et donc potentiellement des coûts de gardiennage) alors que les activités de maraîchage ne profitent qu'à leurs producteurs.

*

Dans un texte récent [Jacob, 1994], j'avais cru pouvoir définir la réussite du développement local comme étant liée à un double défi : celui de remplir des fonctions qui contribuent à la production par les individus et les groupes de biens et de services publics ou d'intérêt général (y compris économiques) et celui de créer les conditions qui rendent possibles ces activités, notamment grâce à une gestion des interdépendances entre les groupes ou les individus et à une intégration de leurs décisions et de leurs choix au plan local. Je conclusais mon article en insistant sur le fait que beaucoup d'opportunités économiques étaient actuellement perdues faute d'institutions locales productrices de normes aptes à fournir un environnement favorable à l'exercice de ces activités, que l'on soit dans le contexte restreint des champs permanents comme à O. ou dans celui, plus large et qui concerne une bonne partie du monde rural ouest-africain, de gestion de la biomasse entre groupes (agriculteurs, éleveurs, bûcherons) tributaires de la même ressource mais pour des usages concurrents. On commettrait cependant une erreur si l'on pensait, comme les jeunes du village de O., que les institutions anciennes peuvent être facilement mobilisées pour prendre en charge les nouveaux problèmes. Pour quelles raisons ?

Dans le cas des *kātogo*, les institutions locales – en l'occurrence ici le conseil des anciens – n'ont jamais eu que le pouvoir de réguler les interdépendances dans le cadre des usages successifs de l'ensemble de l'espace des champs permanents, les choix productifs d'hivernage étant opérés par les différents segments de lignage exerçant leur droit légitime d'accès à une parcelle. Tant que ces choix étaient homogènes, on l'a vu, les coûts de surveillance n'étaient pas très élevés. La culture du coton entraîna une différenciation des choix d'investissement sur les *kātogo*, dont la plupart furent abandonnés ⁹. Cependant, quelques champs de village,

9 Pour être complet, on se doit de mentionner le rôle qu'a pu jouer l'augmentation démographique de certains segments de lignage dans l'abandon d'un petit nombre de *kātogo*. La population globale du village ne s'est que peu accrue pendant ces dernières décennies (en quarante-trois ans, entre 1942 et 1985, on est passé de 600 à 993 habitants), mais elle s'est aussi accrue différenciellement, certains segments de lignage disparaissant pendant que d'autres augmentaient considérablement leurs effectifs. La liaison entre un groupe de descendance et un espace approprié qui semble typique d'un certain nombre de sociétés lignagères (voir les travaux de Gell [1996 : 18-22] à propos des Nuer étudiés par Evans-Pritchard [1976]) et qu'on a vue à l'œuvre dans la répartition originelle des champs de village n'est tenable qu'à la condition d'avoir des effectifs démographiques qui ne dépassent pas les capacités de charge de l'espace ou, à l'inverse, d'avoir des surfaces en quantité illimitée. Ces conditions n'étant pas présentes à O., certains *kātogo* ont dû être abandonnés parce que l'augmentation des effectifs des segments de lignage qui en étaient propriétaires rendait dérisoires les surfaces à cultiver et obsolètes leur fonction de ressource anti-aléas.

situés dans une zone hydrologique et pédologique favorable, furent d'autant plus facilement reconvertis aux cultures de rente qu'il suffisait pour ce faire d'un accord oral entre le détenteur de la parcelle et un producteur désireux de la mettre en valeur. Sans que le consentement de tous n'ait été obtenu, des « dérives » s'insaurèrent dans le système de culture, en rendant plus difficiles les tâches anciennes de régulation. Bien évidemment, un organe comme le conseil des anciens, ayant toujours œuvré pour le maintien du projet commun qu'on a caractérisé plus haut, ne pouvait entériner une telle dynamique particulariste en lui apportant son soutien et en assumant sans broncher les coûts de sa mise en œuvre. On est cependant en droit de s'interroger sur ce qui motive vraiment les vieux dans leur rejet de la requête des jeunes.

Deux hypothèses qui référerait soit à leur absence de volonté soit à leur manque de capacité peuvent être en effet avancées :

– Le conseil des anciens ne veut pas engager son autorité, celle-ci ne lui paraissant pouvoir s'exercer légitimement que lorsqu'un certain paradigme est respecté, celui qui associe un certain type de ressources d'autorité et d'allocation, ou encore des objectifs de production (sociale, d'auto-subsistance, anti-aléas) et des moyens pour les accomplir (système de production combinant intensif et extensif, rapports de production dominés par les aînés...). Par leur demande, les jeunes apparaîtraient alors comme des « *free riders* » [Olson, 1987] voulant bénéficier des services fournis par les institutions locales sans partager les objectifs communs, ce qui expliquerait la fin de non-recevoir des anciens.

– Soit ils ne peuvent pas engager leur autorité, parce que ce sont les *kādabiri* qui mettent pratiquement en œuvre les sanctions et que ce groupe, on l'a vu plus haut, ne souhaite guère faciliter la tâche des jeunes.

Dans ce contexte, les jeunes n'ont donc guère les moyens d'améliorer la situation en leur faveur. Ils peuvent bien sûr tenter de faire baisser les coûts de surveillance de leurs parcelles en externalisant ces coûts, c'est-à-dire en contactant une organisation non gouvernementale qui accepterait de financer grillage, ciment et piquets métalliques ou la mise en place de haies vives. Ce qui réglerait pour quelques années les problèmes de concurrence entre élevage et agriculture sur toute la surface utile des champs permanents, en marquant de manière quasi officielle la fin des *kātogo* comme ressources anti-aléas, sans garantir le maintien de leurs exploitants actuels, qui ne disposent, dans la plupart des cas, que d'un simple droit d'usage sur leurs parcelles.

BIBLIOGRAPHIE

- BADOUIN R. [1985], *Le Développement agricole en Afrique tropicale*, Paris, Cujas, 320 p.
 BARRAL H. [1968], *Togo (Haute-Volta). Étude géographique d'un terroir léla*, Paris, Orstom et École pratique des hautes études, 72 p.
 BEGEMAN L. [1985], *Compound Gardening in Southeastern Nigeria*, Ibadan, International Institute for Tropical Agriculture, 80 p.
 BERRY S. [1993], *No Condition is Permanent. The Social Dynamics of Agrarian Change in Sub-Saharan Africa*, Madison, The University of Wisconsin, 258 p.
 CAPRON J. [1973], *Communautés villageoises bwa. Mali-Haute-Volta*, Paris, Institut d'ethnologie, 379 p.

- DOUGLAS M. [1982], « Introduction to Grid/Group Analysis », in M. Douglas (éd.), *Essays in the Sociology of Perception*, Londres, Routledge & Kegan Paul : 1-13.
- DOUGLAS M. [1994], *Risk and Blame. Essays in Cultural Theory*, Londres, Routledge, 323 p.
- EVANS-PRITCHARD E. E. [1976], *The Nuer : a Description of the Modes of Livelihood and Political Institutions of a Nilotic People*, Oxford, Oxford University Press, 271 p.
- FORTES M. [1961], « The Political System of the Tallensi of the Northern Territories of the Gold Coast », in Meyer Fortes, E. E. Evans-Pritchard (éd.), *African Political Systems*, Londres, Oxford University Press : 238-271.
- GELL A. [1996], *The Anthropology of Time. Cultural Constructions of Temporal Maps and Images*, Oxford, Berg, 341 p.
- GIDDENS A. [1987], *La Constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, Paris, Puf, 474 p.
- GNAGI A. [1994], « Rural Poverty in Southwestern Mali », in Christian Comélieu, Ousmane Dianor, Jean-Pierre Jacob (éd.), *SPA Working Group on Poverty and Social Policy Poverty Assessments and Public Expenditure Reviews, Country Study : Mali*, Genève, IUED, 55 p. + annexes.
- GOODY J. [1967], *The Social Organization of the LoWiili*, Londres, Oxford University Press, 123 p.
- HÉRITIER F. [1975], « Des cauris et des hommes : production d'esclaves et accumulation de cauris chez les Samo (Haute-Volta) », in *L'Esclavage en Afrique précoloniale*, 17 études présentées par C. Meillassoux, Paris, Maspero : 477-507.
- JACOB J.-P. [1988], *Le Sens des limites. Maladie, sorcellerie, religion et pouvoir chez les Winye, Gourounsi du Burkina Faso*, thèse de doctorat en lettres, université de Neuchâtel, 384 p.
- JACOB J.-P. [1994], « Gouvernance, imputation, redondance. Réflexion sur la multiplicité des organisations paysannes », in J.-P. Jacob, P. Lavigne Delville (éd.), *Associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, Paris, Karthala : 255-270.
- JACOB J.-P. [1998], « L'administration coloniale comme puissance anti-sorcellaire. Un crime rituel en pays winye (Haute Côte-d'Ivoire) pendant la Seconde Guerre mondiale », in F. Hainard (éd.), *Mélanges en l'honneur de P. Centlivres*, Neuchâtel, musée d'ethnographie.
- KERVYN B. [1992], « L'Économie paysanne au Pérou : théories et politiques », in P. Morlon (coord.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales. Pérou-Bolivie*, Paris, Inra : 436-469.
- LAGEMANN J. [1977], *Traditional Farming Systems in Eastern Nigeria*, Munich, Institut für Wirtschaftsforschung, 77 p.
- LE ROY E. [1995], « La sécurité foncière dans un contexte africain de marchandisation imparfaite de la terre », in C. Blanc-Pamard, L. Cambézy (éd.), *Terre, Terroir, Territoire. Les tensions foncières*, Paris, Orstom : 455-472.
- NIAMIR M. [1990], *Herders' Decision-Making in Natural Resources Management in Arid and Semi-Arid Africa*, Rome, FAO, 126 p.
- OLSON M. [1987], *Logique de l'action collective*, Paris, Puf, 189 p.
- PROST A. [1972], *Enquête sommaire sur le Ko, langue gourounsi de Haute-Volta*, publications du Département de linguistique générale et de langues négro-africaines de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université de Dakar, 18, 33 p.
- SAHB M. de [1989], *Les Implications socioéconomiques de la transformation primaire du coton en Afrique francophone*, document de travail, Programme des activités sectorielles, OIT, 51 p.
- SAVONNET G. [1979], « Structures sociales et organisation de l'espace (exemples empruntés à la Haute-Volta) », in *Maîtrise de l'espace agraire et Développement en Afrique tropicale*, actes du colloque de Ouagadougou, Ouagadougou, Orstom-CVRS : 39-44.
- SAVONNET G. [1986], « Évolution des pratiques foncières dans le Bwamu méridional », in B. Crousse, E. Le Bris, E. Le Roy (éd.), *Espaces disputés en Afrique noire. Pratiques foncières locales*, Paris, Karthala : 265-280.
- SCHWARTZ A. [1987], « La culture de rente se nourrit-elle de la famine en Afrique ? L'exemple du coton au Togo », in P. Geschiere et B. Schlemmer (éd.), *Terrains et Perspectives*, Paris-Leyde, Orstom-ASC : 24-36.
- SCHWARTZ A. [1991], *L'Exploitation agricole de l'aire cotonnière burkinabè : caractéristiques sociologiques, démographiques, économiques*, Ouagadougou, Orstom, 88 p.
- TALLET B. [1984], « Une société rurale en mutation : les exploitations agricoles familiales en Haute-Volta », in C. Blanc-Pamard et alii (éd.), *Le Développement rural en questions. Paysages, espaces ruraux, systèmes agraires. Maghreb-Afrique noire-Mélanésie*, Paris, Orstom : 89-402.

VAN BEEK W. [1993], « Processes and Limitations of Dogon Agricultural Knowledge », in M. Hobart (éd.), *An Anthropological Critique of Development. The Growth of Ignorance*, Londres, Routledge : 43-60.